

LE 28 NOVEMBRE 2017

ALLOCUTION DE GILCHRIST OLYMPIO PRESIDENT DE L'UFC

En ces temps difficiles pour notre pays, où l'espoir côtoie le désespoir au quotidien, il nous tient à cœur d'apporter à nouveau notre soutien aux voix qui font avancer la cause de l'espérance... et de faire entendre le point de vue de notre formation politique sur les grandes questions que se posent aujourd'hui les togolais.

Nous exprimons notre soutien infaillible au peuple togolais :

C'est avec tristesse et consternation que nous avons observé la profonde détérioration de la situation politique de notre pays depuis le début des manifestations d'Aout 2017. Les confrontations qui ont eu lieu dans les rues de plusieurs villes du Togo, entre notre jeunesse désillusionnée et les forces de l'ordre essayant de maintenir l'ordre public, ont été suivies des conséquences déplorables que nous connaissons malheureusement si bien : pertes de vie humaines, destructions matérielles, et dommages économiques à long terme.

Je voudrais tout d'abord, en mon nom personnel et au nom de l'Union des Forces de Changement, apporter nos condoléances les plus sincères aux familles de ceux qui y ont payé du sacrifice ultime les débordements violents de ces événements. Nous honorons leur mémoire, et demandons à Dieu d'entourer leurs proches de l'affection et du courage dont ils auront maintenant besoin. Nous souhaitons également de tout cœur un prompt rétablissement aux personnes blessées et à celles et ceux qui ont subi des destructions de biens ou des pertes dans leurs activités économiques. Mais l'expression de notre soutien moral et de notre compassion envers nos concitoyens ne saurait suffire. Il nous apparaît insuffisant pour la classe politique de s'approprier la souffrance quotidienne du peuple Togolais et d'inciter l'espoir et l'énergie de notre jeunesse sans desseins pratiques et clairs, à même de leur offrir un futur meilleur et des solutions durables.

Nous rejetons la violence et réaffirmons la démarche UFC :

C'est l'occasion pour nous de dire une fois encore haut et fort, que nous déplorons la violence, quelles qu'en soient les justifications a posteriori. Nous sommes opposés à toutes les formes de compétition politique ancrée dans une culture de la violence. Chercher à établir un rapport de force utilisant violence de masse ou persécutions individuelles comme moyens de coercition, pour forcer un ennemi politique à capituler dans le chaos ou l'humiliation, ne mène qu'à des situations fragiles et instables.

L'UFC et ses leaders ont poursuivi toute leur vie l'idéal de résistance contre régime du Général Gnassingbé Eyadéma. Cette lutte a souvent été très dure et nous avons connu de façon très personnelle, les conséquences de sa violence physique. Malgré cela, nous restons aujourd'hui, comme toujours, fermement attachés à un idéal de changement et de renouvellement démocratique au Togo. C'est la raison pour laquelle nous avons fait la démarche de nous engager dans un accord de gouvernement avec le régime en place en 2010, accord qui, je le rappelle, demandait au RPT les mêmes concessions qui sont aujourd'hui une fois encore réclamées par le peuple dans la rue. C'est également la raison pour laquelle, nous avons continué à travailler avec abnégation, sans les outils que nous aurions souhaités, à faire avancer petit à petit la cause du bien-être économique des Togolaises et des Togolais.

Nous assumons le bilan décevant de l'accord RPT-UFC :

Mais, nous ne sommes pas aveugles. Force est de constater que le régime a continué à travers des calculs politiques à court terme, à saper les fondements de cet accord de gouvernement, le rendant ainsi partiellement inopérant. Malgré ces manquements nous avons fait le difficile choix de rester fidèle à notre engagement, conscients du fait que cet accord a essentiellement permis une

décrispation du climat politique et un renouveau de la confiance de nos partenaires extérieurs. Il est donc regrettable de constater, qu'en ôtant à ce moment historique la capacité fédératrice qu'il portait en lui, le régime RPT-UNIR a planté les graines du désespoir et des instabilités qui risquent maintenant à nouveau d'enflammer notre pays, si le pouvoir en place ignore trop longtemps cette contestation légitime.

Le contexte politique n'est plus le même pour l'opposition :

Cependant nous devons aussi reconnaître que la situation et le contexte politique de notre pays ont changé, et que rien ne justifierait aujourd'hui un recours irresponsable à la violence. Nous avons déjà erré sur ce chemin sans issue. Il ne mène à rien de bon. Les fondations de la démocratie que nous cherchons à bâtir ensemble ne peuvent se construire que dans un processus consensuel et évolutif.

Bien sûr, celui-ci n'exclut pas les mouvements de revendication populaires et pacifiques qui ont leur place dans la vie d'une nation en mouvement. Le droit des manifestations publiques et la liberté d'expression des individus doivent être protégés, et nous appelons, comme nous l'avons toujours fait, le Gouvernement à la retenue et au strict respect des libertés fondamentales.

Mais les forces d'opposition doivent avoir le courage de faire avancer la cause du peuple Togolais sans se laisser prendre en otage par le cycle de la violence. Nous devons avoir le courage de dénoncer fermement les incitations à la haine véhiculées par certains de nos militants, notamment à travers les réseaux sociaux, de même que les actes de violence qui ont été commis au cours des manifestations.

Nous souhaitons tous qu'une alternance politique voit enfin le jour au Togo. Cette aspiration authentique et juste du peuple Togolais, ne doit pas nécessairement se présenter comme une répudiation aveugle du président Faure Gnassingbé, qui est arrivé au pouvoir dans des conditions difficiles mais qui a depuis contribué à une certaine ouverture et à un certain progrès économique, même s'ils sont largement insuffisants pour endiguer les problèmes que connaissent les Togolais. Ayons le courage de reconnaître que si Faure Gnassingbé était arrivé au pouvoir de façon démocratique, notre bilan sur sa présidence, bien que sans grands éloges, ne serait pas aussi sombre que le raccourci de son nom de famille nous le permet dans la rue. Et rappelons également que cette aspiration de changement des Togolais ne doit pas être non plus, un rejet indiscriminé de tous les hommes et les femmes qui ont travaillé de près ou de loin pour l'administration Togolaise sous le régime RPT-UNIR. En d'autres termes, arrêtons une fois pour toute d'exprimer la noble aspiration démocratique du peuple Togolais comme une menace pour ceux de nos compatriotes qui ont servi le RPT ou l'état Togolais des années durant, avec sincérité ou par nécessité.

Nous sommes tout aussi responsables de l'avenir de nos enfants que le sont nos adversaires politiques. Il nous revient à tous de prévenir le pire. Gardons-nous d'instrumentaliser la détresse et les aspirations de notre jeunesse à la simple fin d'aboutir des desseins politiques à court terme. Et évitons au Togo de devoir réapprendre l'histoire dans le sang, en hypothéquant une génération entière sur l'autel d'ambitions impatientes ou de pulsions révolutionnaires.

Prenons la main tendue des amis du Togo, pour aller à une solution négociée :

Depuis le début de cette nouvelle crise politique au Togo, plusieurs pays amis se sont investis à travers de discrètes tentatives de médiation en vue d'aider les Togolais à s'asseoir autour d'une même table pour régler les problèmes auxquels notre pays se trouve une énième fois confronté. Je leur adresse au nom de tous nos compatriotes mes vifs remerciements pour leurs efforts de médiation et d'apaisement, et je remercie tout particulièrement les Présidents Nana AKUFFO-ADO du Ghana et Alassane OUATTARA de la Côte d'Ivoire pour leur leadership et leur affection pour le Togo. Ma gratitude est également dirigée vers tous ceux qui, de près ou de loin, continuent à œuvrer sans relâche à la recherche d'une solution stable et durable au statu quo politique qui perdure au Togo.

Dans l'immédiat, nous voyons quatre conditions fondamentales à ce que nous aboutissions ensemble à une solution politique stable et durable :

(i) Premièrement, le régime doit accepter le retour aux fondamentaux de la constitution de 1992.

(ii) Le Président Faure Gnassingbé doit ensuite accepter le principe de ne pas se représenter à la présidentielle de 2020 afin de laisser le champ libre à une consultation démocratique libre. Il en

ressortira grandi évitant ainsi de vivre le sort personnel et collectif dont plusieurs pays africains ont déjà vécu l'exemple tragique.

(iii) Troisièmement, l'opposition togolaise doit être unie, et doit développer un projet clair et responsable pour préparer la compétition d'idées à laquelle tous les partis devront prendre part.

(iv) Enfin, les partenaires étrangers du Togo devront accompagner ses institutions et sa classe politique afin de préparer a des élections libres, transparentes et acceptées de tous d'ici deux ans.

L'Union des Forces du Changement :

Permettez-moi enfin de terminer mon propos en évoquant l'avenir de l'UFC et le rôle que notre parti entend jouer dans les consultations politiques de demain. L'UFC a toujours été en première ligne de la lutte pour l'alternance politique au Togo. Mon humble contribution a été de mener cette force d'union, et l'opposition togolaise, pendant un temps vers son objectif ultime. Mais l'avenir, de l'UFC, de la contestation politique, et du Togo, devront demain être imaginés et poursuivis par des jeunes hommes et femmes de moins de 80 ans. Des jeunes qui pourront amener à la poursuite de leurs idées, la même énergie qui a été la nôtre, afin que le Togo puisse redevenir dans un futur proche une terre de fierté et d'excellence en Afrique. Le combat politique que j'ai mené tout au long de ma vie et pour lequel j'ai sacrifié tant de choses a toujours eu pour objectif de libérer mes concitoyens du joug de l'oppression et d'améliorer leurs conditions de vie. Je n'ai jamais dévié de cet objectif sacré et je laisse à l'histoire, cet implacable mais juste comptable, le soin de porter un jugement sur les choix que j'ai été amené à faire pour le bien de mon pays. C'est au nom de cet engagement politique que je m'adresse à vous, au moment où le peuple Togolais exprime si fortement sa soif de changement, pour vous dire que je me tiens à vos cotés dans ce noble combat pour l'alternance politique. À nos compagnons de lutte, et à la classe politique dans son ensemble, je voudrais dire que le temps des postures et des déclarations fracassantes est éculé. A ce temps doit succéder celui de la vérité et du courage. Celle de reconnaître les limites de certaines stratégies et celui de travailler fermement vers un compromis acceptable par tous. Au Président de la république, je voudrais également demander le courage d'ouvrir son cœur d'homme, d'entendre la voix de son peuple, même lorsque celle-ci est dissonante, et d'y répondre. L'occasion vous est offerte d'entrer dans l'histoire en créant les conditions pour un changement pacifique de pouvoir au terme de votre mandat actuel en 2020. On pourra alors parler véritablement d'exception Togolaise. Le dialogue politique annoncé doit se conduire dans un climat apaisé. Il importe que les personnes interpellées dans le cadre des manifestations soient relaxées. Une attention particulière doit être apportée aux villes de Sokodé, Bafilo et Mango afin que le calme puisse y revenir.

Mes biens aimés concitoyens, chers compatriotes, ne nous méprenons pas. Le véritable combat pour l'émancipation de notre peuple est encore devant nous. C'est celui de la lutte contre la pauvreté et l'indifférence. Seule la libération économique de notre pays pourra redonner fierté et dignité au vaillant peuple Togolais. Je garde une confiance sans faille dans la générosité et le génie créateur de notre peuple, et je suis reconnaissant d'avoir pu apercevoir de mon vivant le haut de la colline d'où brillera votre génération.

Que Dieu bénisse le Togo.

Ablodé ! Ablodé ! Ablodé !